

Mort ou métamorphose d'une autocensure ?

par Rachida Azdouz*

« Je n'affirme rien. Je me contente de croire qu'il y a plus de choses possibles qu'on ne pense ».

Voltaire, *Micromegas*

Une mutinerie de Panurge

Vous connaissez l'histoire des « mutins » de Panurge ?

Ou encore celle du perroquet héroïque dont le principal fait d'armes consistait à pérorer ce que d'autres que lui chuchotaient déjà assez fort pour être entendus ?

C'est un peu ce qui se passe aujourd'hui au Québec chez ceux qui déchirent leur chemise sur la place publique en dénonçant la rectitude politique et ses excès.

Revenons un peu en arrière. Dans les années 1980, la rectitude politique battait son plein.

En 1990, un certain Roch Côté publiait le *Manifeste d'un salaud*, un essai dans lequel il refusait d'endosser le geste fou de Marc Lépine, auteur de la tuerie de Polytechnique, et les conclusions hâtives que certains en ont tiré : « *il y a un Marc Lépine qui sommeille en chaque homme* ».

Le pauvre diable fut cloué au pilori.

* Rachida Azdouz est psychologue et spécialiste en relations interculturelles (Université de Montréal).

Son propos n'était pourtant pas dénué de fondement, même si l'on pouvait y déceler ici et là les germes d'un certain masculinisme revanchard.

Toujours dans la même veine, au milieu des années 1990, le chroniqueur Foglia a failli être foudroyé pour avoir invité à la modération ceux qui accusent d'antisémitisme à tort et à travers, et pour les avoir mis en garde contre le risque de banaliser le phénomène et de décrédibiliser les personnes qui en sont réellement victimes.

Une chaîne de télévision québécoise a retiré des ondes une publicité mettant en vedette l'animatrice Julie Snyder perdue dans un souk, à la recherche de sa carte de crédit et implorant « Allah » de l'aider à la retrouver. On craignait de choquer la communauté musulmane.

En 1995, Parizeau s'est fait taxer de xénophobe, voire de fasciste, pour avoir parlé de *vote ethnique*.

Le propos était maladroit, certes, mais il n'y avait ni de quoi rétablir la peine de mort ni de quoi rouvrir le procès de Nuremberg.

Le tout *politically correct* n'a épargné aucun secteur : ni la scène politique ni la scène culturelle ni le milieu des affaires, pas même les journalistes.

Émissions pour enfants, débats publics, publicités, slogans politiques, télé-réalités et autres « *clairlamarcheries* » qui ont marqué cette époque nous ont servi à toutes les sauces le portrait d'une société québécoise aspirant à l'inclusion, sensible à ses minorités, levant le voile sur tous les tabous et donnant la parole à tous les sans-voix.

C'est à croire que nous cherchions alors à inventer le premier détergent anti-exclusion tout en un : celui qui lave plus blanc tout en préservant les couleurs.

Mais le portrait était si manichéen qu'il en devenait caricatural, si moralisateur qu'il en était infantilisant, si orchestré qu'il sonnait faux, si préfabriqué qu'il sentait la colle de mauvaise qualité.

À l'époque, ils n'étaient pas légion, les humoristes, polémistes, auteurs de sitcom à succès, intellectuels, éditorialistes... bref, les hommes libres prêts à dénoncer cette dérive qui confinait à l'autocensure.

Il y avait bien là quelques homophobes déclarés, racistes invétérés, sexistes indémodables et antisémites incurables pour s'en donner à cœur joie contre cette société qui n'en avait que pour ses minorités et dans laquelle les « *hommes blancs, hétérosexuels et catholiques* » étaient supposément laissés-pour-compte.

Mais ce genre de vociférations haineuses ne constituait pas une réplique pertinente au non-dit ambiant et ne permettait pas d'amorcer un débat constructif, nuancé mais néanmoins sans complaisance sur la rectitude politique et ses effets pervers.

En France, Pascal Bruckner publiait *La tentation de l'innocence*, un essai passé quasiment inaperçu chez nous et qui avait pourtant le mérite de poser le problème avec intelligence, en évitant l'effet « retour du balancier », pour ne pas dire retour du refoulé.

Passé inaperçu aussi, cet éditorial de Lise Bissonnette, alors directrice du journal *Le Devoir*, qui nous mettait en garde contre la « *culture du gémissement* », un mal qui guette les sociétés qui se plaisent à « *cultiver leurs alibis* ».

Mais voilà : c'était il y a plus de 10 ans.

Il était courageux et rafraichissant, à cette époque, de dénoncer la complaisance ambiante ou de « faire du pouce » sur les propos des quelques voix discordantes comme on s'est empressé de le faire récemment, *ad nauseam*, avec les propos de

Mario Dumont... on ne se bousculait pourtant pas au portillon en ce temps-là.

Les humoristes préféraient chercher l'inspiration sous les jupes de leurs blondes, un terrain moins miné que celui de la satire politique et les journalistes nous faisaient la morale à coup de documentaires choc.

Quant aux universitaires, ils étaient à l'affût de quelque matière à recherche, donc à subvention, parmi un étalage de faits divers érigés en phénomènes de société.

Il faut reconnaître que la rectitude politique a été une véritable fabrique à « problématiques » de recherche.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis la « sortie » de Mario Dumont contre les accommodements raisonnables, c'est à qui se montrera le plus politiquement incorrect : tribunes téléphoniques, chroniques incendiaires, plaidoyers pour le « *parler vrai* »... bref, on sort le méchant.

Comme si tout à coup, bien à l'abri derrière le grondement de la masse, tout un chacun s'était découvert un courage sans bornes : « *ras-le bol de la rectitude politique ! Cessons de nous autocensurer de peur de passer pour racistes, intolérants, homophobes, sexistes ! Osons parler des vraies affaires* ».

Il n'y a guère de courage à bêler avec le troupeau et à mêler sa voix à celle de la foule pour répéter les mêmes slogans, comme si la force du nombre compensait la faiblesse de l'argument.

Les vrais hommes libres sont ceux qui ont le courage de se faire tour à tour mouton noir, fausse note, avocat du diable, empêcheur de « consensualiser » en rond.

Ceux qui osent élever la voix quand tout le monde se tait.

Ceux qui savent se taire quand tout le monde ronronne.

Ceux qui écrivent les paroles, pas ceux qui reprennent en cœur le refrain.

Ceux qui affrontent le loup, pas ceux qui dévorent la brebis... et encore, après s'être assuré que ladite brebis est bien attachée.

Dénoncer la rectitude politique aujourd'hui tient davantage du défonçage de portes ouvertes que de la chasse au tabou.

Car depuis la fin des années 1990, un vent anti rectitude politique a soufflé, emportant avec lui toute fausse pudeur.

Certains humoristes poussent même l'« audace » et le « courage » jusqu'à tirer sur l'ambulance, cracher sur le cadavre : car désormais, on se permet d'appeler un chat un chat, un homosexuel un *fif*, un immigrant un *tamoul* ou une *ethnie* et un noir *Konta Konté*.

Et dire qu'Yvon Deschamps a été suspecté de racisme avec son *nigger black*, un bijou de sketch antiraciste... et avant-gardiste !

Eh oui ! Avant l'heure, ce n'est pas l'heure.

Quelques années après la publication du *Manifeste d'un salaud*, le Conseil supérieur de l'éducation publiait un rapport sur la réussite scolaire, dans lequel il avançait certaines hypothèses pouvant expliquer le phénomène alarmant de l'échec et du décrochage chez les garçons : la crise des modèles masculins, une école qui dévalorise certains comportements que l'on retrouve plus fréquemment chez les garçons, des valeurs scolaires plus adaptées aux filles, etc.

Le propos, tout pertinent qu'il était sur le fond, flirtait parfois avec les stéréotypes, mais il fut accueilli sans réserve par ceux-là et celles-là même qui avaient crié au révisionnisme à la lecture du *Manifeste d'un salaud*.

Seules quelques voix isolées se sont élevées contre certaines assertions et certaines thèses sans fondement sérieux que le

Conseil reprenait à son compte : par exemple, la présumée tendance des garçons à régler leurs conflits en bataillant alors que les filles optaient pour des tactiques « *d'aliénation sociale* » ! Variation sur le thème du grand tarla sans malice mais brutal et de la pimêche rusée ou transposition du mythe d'Adam l'impulsif et d'Ève la manipulatrice ?

Les Zapartistes, ce groupe d'humoristes, dignes descendants des défunts Cyniques, a jeté un pavé dans la marre en débutant ses spectacles par une charge en règle contre la rectitude politique, charge qu'ils appelaient leur « *Charte* ».

On peut citer également ce groupe de comédiens qui dénonçait la place faite aux personnages masculins dans les téléromans québécois et l'image dégradante pour les hommes qui s'en dégageait. Les comédiens en question en avaient contre l'effet Jean-Paul Belleau (le veule macho des *Dames de cœur*) ou encore Noum Guité (le père démissionnaire et mari fantôme de la série *L'ombre de l'épervier*).

Depuis, il y a eu *Les Bougons*, cette série télévisée mettant en vedette une famille de « BS » combinards, fraudeurs, abuseurs du système. Rien à voir avec le portrait misérabiliste ni avec la « lecture CLSC » à laquelle la télévision nous avait habitués quand il s'agissait de décrire les « milieux défavorisés ».

Plus récemment, à Télé-Québec, la série *Pure laine* passait en revue tous les clichés entourant les divers groupes ethniques et religieux, incluant la majorité francophone, et les revisitait sur le mode de l'autodérision ou de la démonstration par l'absurde.

Et puis, il y a eu la controverse autour des accommodements raisonnables en matière religieuse.

Tout le monde en a parlé et il y a eu du sport.

Et puis on s'est réveillé, un lendemain de veille, avec la gueule de bois, un gouvernement minoritaire, des slogans

creux en guise de projet de société et un insatiable désir d'idéal, un besoin de rêver à quelque chose de plus grand que des urgences désengorgées ou des places en garderies.

Comme la nature a horreur du vide et que nous ne sommes jamais en panne d'analyses simplistes, nous avons émis une autre hypothèse pour expliquer notre malaise identitaire : ce n'est pas à cause du fossé entre la majorité et les minorités que la culture québécoise est en crise, c'est à cause du fossé entre Montréal et les régions !

Quand la polémique se substitue au débat

Le débat sur la question des accommodements était nécessaire, pertinent et opportun : encore faut-il aller au-delà de la controverse et de la polémique pour engager un vrai débat !

Encore faut-il s'entendre sur l'objet même du débat !

Car de quoi parle-t-on au juste ?

De l'intégration des immigrants ?

Ce n'est pas sous l'angle des accommodements qu'il faut aborder cette question, pour la bonne et simple raison que cette notion ne s'applique pas qu'aux immigrants.

En effet, l'origine ethnique ou nationale n'est qu'un motif de discrimination parmi treize autres inscrits dans nos chartes.

On accommode aussi pour des raisons liées au handicap, au sexe, à l'orientation sexuelle, à la condition sociale, etc.

On accommode aussi pour des motifs religieux des individus et des minorités religieuses qui ne sont pas issus de l'immigration.

« Justement, c'est encore une affaire de protection des minorités ! », me direz-vous.

Rassurez-vous, on accommode aussi des personnes victimes de discrimination en raison de leurs convictions politiques, leur âge ou leur langue.

Il y a donc à boire et à manger pour tout le monde dans nos chartes québécoise et canadienne des droits et libertés, incluant pour l'homme blanc, hétérosexuel, croyant ou non, nanti ou défavorisé, francophone ou anglophone.

De la place de la religion dans l'espace public ?

C'est la question de fond et elle ne se limite pas à nos rapports avec nos minorités religieuses.

Elle nous force à repenser collectivement notre rapport au sacré et à la spiritualité, à trouver un équilibre entre la préservation de la neutralité religieuse de l'État et le respect de la liberté de conscience des individus.

Elle nous amène à redéfinir notre conception même de la liberté de conscience.

Elle nous rappelle que le vivre-ensemble ne s'improvise pas : il se construit, s'aménage et se négocie ; il s'apprend.

Il passe par le droit à la différence mais n'est pas que glorification de la différence.

Il n'est pas uniquement affaire de bons sentiments et de convivialité : il est aussi fait de conflits, de tensions et d'intérêts divergents qu'il faut concilier.

En effet, pour qu'une société passe de la diversité au pluralisme, il ne suffit pas d'additionner les différences. La somme des intérêts particuliers ne donne pas l'intérêt général.

C'est pourquoi, il nous faut accepter de passer par des mécanismes de médiation et d'arbitrage : ceux des tribunaux et ceux de la délibération citoyenne. Dans cette optique, la liberté de conscience des uns ne peut aller jusqu'à s'ériger en absolu et compromettre celle des autres. Ni les laïcs radicaux ne

peuvent imposer leur vision séculière du monde, ni les religieux orthodoxes ne peuvent imposer leurs manifestations religieuses à ceux qui ne partagent pas leur foi.

Par ailleurs, la controverse récente autour de la présence du crucifix à l'Assemblée nationale nous a rappelé que le rapport au fait religieux est complexe, chargé d'émotion et fait de paradoxes. De plus, les postures ne sont pas aussi campées ou prévisibles qu'il n'y paraît. Car le débat n'oppose pas seulement les laïcs et les religieux.

On a vu des laïcs invoquer l'argument historique pour plaider le maintien du crucifix à l'Assemblée nationale. D'autres laïcs sont convaincus de la nécessité de gommer toute trace de religiosité dans les institutions publiques. On a entendu des religieux modérés favorables à la laïcité de l'espace public et plaider en faveur du retrait du crucifix. Des religieux orthodoxes ont déclaré ne pas être choqués par la prédominance des symboles religieux de la majorité francophone de tradition catholique, alors que d'autres revendiquent une place pour les symboles de toutes les traditions religieuses.

L'affaire n'est donc pas simple et le fait de décréter la laïcité ne mettra pas un terme à un débat qui ne fait que commencer.

La rectitude politique ne meurt pas : elle se réincarne

Vous connaissez l'histoire d'Obélix, le comparse d'Astérix, tombé dans la potion magique à sa naissance ? Il prenait toutes sortes de déguisements pour tromper la vigilance de son druide, Panoramix, et avoir accès à l'élixir qu'on lui refusait.

La rectitude politique utilise le même procédé. Elle se déplace, change de forme, se trouve d'autres terrains de chasse.

Que les minorités culturelles et religieuses se le tiennent pour dit : mieux vaut ne pas être victime de racisme par les temps

qui courent, vous risquez de ne pas être pris au sérieux, d'être soupçonné de crier au loup ou pis encore, de manquer d'humour ! Ce n'est plus votre tour ! Vous n'êtes plus à la mode.

Eh oui ! Avant l'heure, ce n'est pas l'heure et après l'heure, ce n'est plus l'heure !

La rectitude politique se refait aujourd'hui une beauté et une virginité dans les milieux de travail. Elle a tourné le dos aux minorités et aux laissés-pour-compte pour s'occuper des privilégiés ; après tout, ce n'est pas parce qu'on ne fait pas pitié qu'on n'a pas droit au statut de victime !

Les « pôvres » retraités qui, forcés de quitter leur emploi après 30 ans de service, doivent faire du bénévolat, se reposer ou se trouver d'autres sources de réalisation de soi, alors qu'ils pourraient être réengagés comme consultants à prix d'or par le même employeur !

« On manque cruellement de relève et l'expertise des anciens se perd. » C'est parfois vrai. C'est parfois faux. Et ce n'est pas être « jeuniste », ingrat ou discriminatoire envers les aînés que de dire que c'est parfois faux.

Certains retraités sont considérés à juste titre comme des ressources rares : ils ont développé des compétences très pointues dont leur organisation ne peut se passer à court terme. D'autres sont des bois morts et leur départ, loin d'être une catastrophe, constitue une brise rafraîchissante pour leur employeur.

Malheureusement, ce ne sont pas toujours les meilleurs qui s'incrument. Car si les bois morts n'aiment pas le travail, ils affectionnent l'argent et pour peu qu'ils soient un peu habiles et qu'ils aient conservé quelques alliés dans la place... vous les voyez revenir en force. Ils n'auront de toutes manières pas à travailler et à produire beaucoup : juste à transmettre leur « sagesse », à « conseiller ».

En passant, comment se fait-il que cette soif de travailler, de se rendre utile, nous gagne subitement à 60 ans alors que nous passons le reste de notre vie à délégitimer le travail et à l'accuser d'être responsable de tous nos maux ?

Vous êtes déprimé et en panne de sens ? Ne cherchez ni du côté de l'andropause, la ménopause, l'angoisse de vieillir et de mourir, la quête existentielle qui accompagne naturellement certains passages de la vie. C'est la faute au travail... et si vous creusez bien, c'est peut-être même la faute de vos supérieurs immédiats, pâles répliques de vos parents, qui ne savent pas comment vous aider, vous aimer, vous soutenir, vous valoriser, vous procurer du plaisir, donner du sens à votre travail... pour ne pas dire, à votre vie et pourquoi pas, vous procurer ce bonheur au travail et dans la vie auquel vous avez DROIT et dont ils sont RESPONSABLES.

Encore un retour de balancier ! Dans notre conception du travail, nous sommes passés d'un extrême à l'autre en quelques décennies.

Le mythe d'Adam et Ève condamnés à gagner leur pain à la sueur de leur front pour avoir rompu le pacte qui les liait à leur créateur et leur permettait de se prélasser au paradis a longtemps dominé notre rapport au travail. Au travail, on ne s'amusait pas, on n'était pas là pour avoir du plaisir, la tâche prenait le dessus sur la relation, la raison ne tolérait pas la passion et les émotions étaient une manifestation de faiblesse.

Puis on s'est pris à rêver à la société des loisirs. Ce beau projet ayant été contrarié par le principe de réalité, nous avons décidé de l'adapter. Comme on ne peut aller vers le loisir, faisons venir le loisir à nous. Et si nous transformions nos lieux de travail en grands centres de loisirs ? On organiserait des cafés-croissants à tout bout de champ, les pauses-café se multiplieraient, histoire de soigner les relations humaines, on ferait venir des masseurs sur chaise pour prendre soin de nos

petits corps et des conférenciers qui nous apprendraient combien le rire est source de plaisir et qui nous apprendraient même... comment rire ! (le pire, c'est que ce genre de charlatan existe et qu'il se trouve des employeurs pour les engager).

Osez critiquer ce genre de dérive et vous serez taxé d'esclavagiste, de réactionnaire, de suppôt de Jésus, ennemi du Plaisir, donc du Bien.

Le plus indignant est que ces pratiques ne se retrouvent pas là où elles seraient utiles et bienfaitantes : dans ces zones de non-droit, ces tue-monde que sont certaines manufactures. Ou dans certaines firmes privées dont les employés sont payés à prix d'or, certes, mais pressés comme des citrons et jetés après usage. Ou encore dans les hôpitaux où le manque de personnel oblige les employés à sacrifier la relation au profit de la tâche. Non : on ne prête qu'aux riches et on ne surprotège que les planqués, ceux qui font du 9 à 5 et qui ont le temps et les moyens de se divertir en dehors de leur travail.

« Le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin. [...] Travaillons sans raisonner. C'est le seul moyen de rendre la vie supportable. Il faut cultiver notre jardin », disait Voltaire.

Dites cela aujourd'hui et on vous enferme : vous serez suspecté de haine de soi, de frigidité affective, de compenser par le travail une vie ratée et une absence de projets personnels. Comment peut-on ainsi faire l'apologie de la corvée ? On vous relâchera peut-être si vous êtes un artiste : on reconnaît à cette caste le droit d'aimer ce qu'elle fait et même de créer dans la douleur.

Quand on a la chance d'avoir des conditions de travail décentes, par respect pour ceux qui supportent toutes les précarités et toutes les indignités pour gagner leur vie, on devrait y penser à deux fois avant de verser dans l'indécence.

Les mots et les maux sont galvaudés : on confond insatisfaction et détresse, frustration et souffrance, fatigue et épuisement, conflits au travail et violence, perte de motivation et manque de valorisation. Même la notion de résilience est détournée de son vrai sens.

Le sens de l'effort, le souci de l'excellence, le plaisir du travail bien fait... autant de sources de satisfaction et d'épanouissement personnel au travail qui semblent avoir été reléguées au placard. Héritées du fond des âges, confucéennes, ces valeurs n'en sont pas pour autant désuètes.

On leur préfère la tape dans le dos, la démagogie du patron-copain qui flatte ses employés à défaut de savoir les encadrer, qui ovationne la moindre petite activité au risque de banaliser l'ovation et de manquer de gestes suffisamment forts pour souligner les vraies réalisations. Chacun tait l'imposture de l'autre et lui tient lieu d'alibi à coup de flagornerie.

L'ascenseur de l'encensement n'est pas en panne : on se le renvoie à qui mieux mieux. Plus les imposteurs sont nombreux, moins ils ont à justifier leur posture. La force du nombre compense la faiblesse de l'argument.

Et que font les universitaires, les spécialistes du « management » ? Ils surfent sur la vague et demandent des subventions pour faire des recherches sur la détresse psychologique au travail. Qu'ils le fassent, c'est normal et c'est leur travail : car le phénomène existe et il faut le contrer. Mais qu'ils présentent d'emblée la chose comme un fléau, une tendance généralisée, c'est irresponsable et démagogique : il importe d'abord de documenter le phénomène.

On traite nos employés et nos collègues comme on traite nos enfants : un bulletin descriptif avec des bonhommes sourire pour éviter de les traumatiser avec des mauvaises notes ou avec ce qui pourrait s'apparenter à de l'émulation.

La compétition, c'est tellement... violent ! Comme la violence est interdite à l'école...

La compétition et l'excellence sont permises dans le sport, dans les arts... mais à l'école ! Une élite intellectuelle, vous n'y pensez pas !

Aujourd'hui, encourager l'excellence au travail, c'est comme inciter les employés méritants à se désolidariser de leurs collègues partisans de la Loi du moindre effort. On préfère plutôt les décourager en nivelant pas le bas.

Pourtant, on voudrait croire que l'on est... *quelque chose comme un grand peuple* (Lévesque).

Allez, je vous laisse... je sens que je commence à défoncer des portes ouvertes.